



izmir '21

DISCOURS
10 SEPTEMBRE 2021

SANA OUCHTATI
DIRECTRICE,
MORE EUROPE





Bonjour à toutes et à tous,

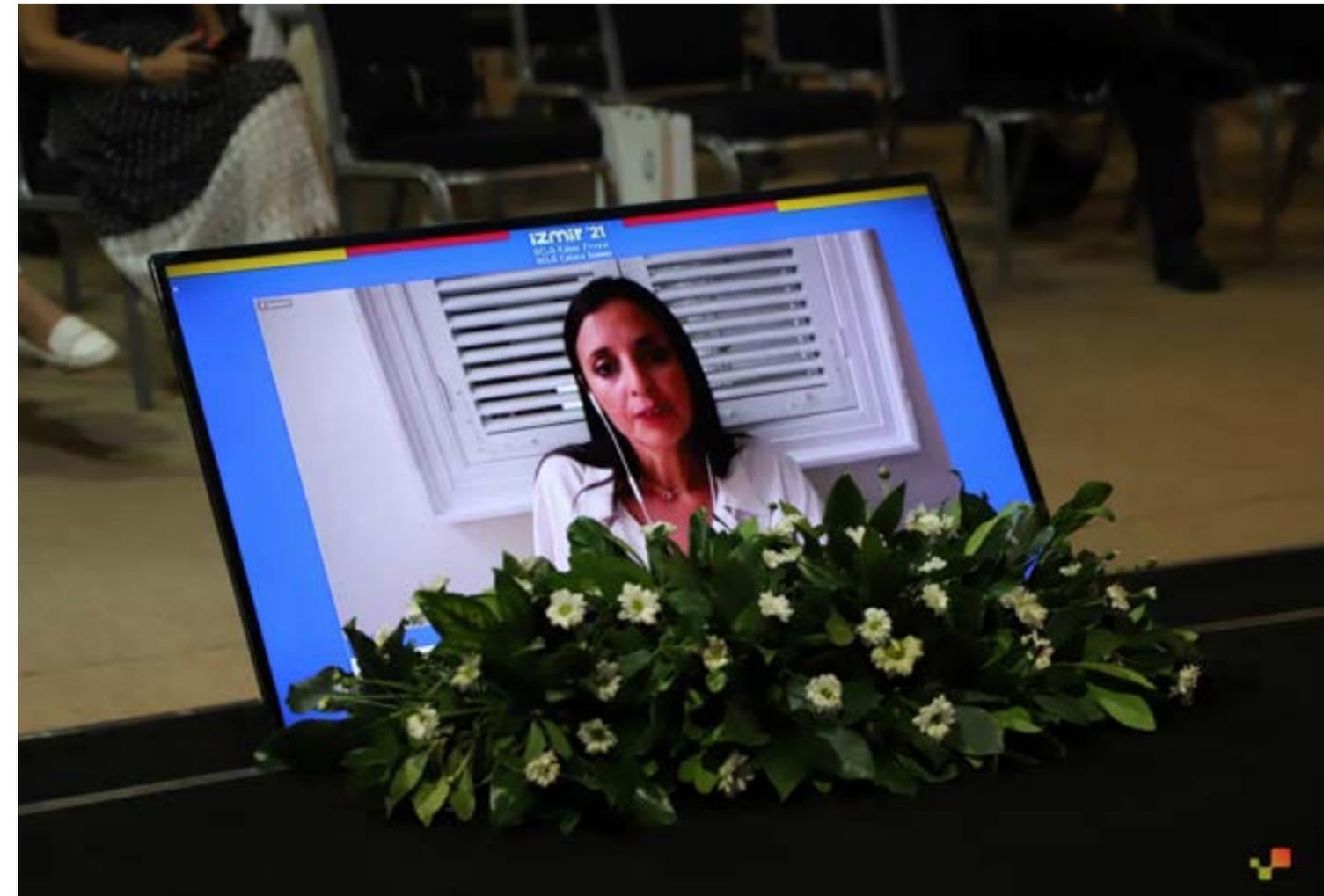
C'est un plaisir et un honneur pour moi d'être invitée à lancer cette discussion et ce panel, bien que d'un peu loin. J'espère que les chanceux qui sont sur place aujourd'hui profitent de ce rassemblement et du sommet dans la belle ville d'Izmir.

Je voudrais commencer par remercier les organisateurs, CGLU et la municipalité métropolitaine d'Izmir, de m'avoir invitée à participer à cette discussion intéressante et prometteuse sur le rôle des villes et des gouvernements locaux dans la coopération culturelle internationale. Ayant travaillé pendant de nombreuses années en tant que conseillère et experte pour plusieurs initiatives basées à Bruxelles et ailleurs, traitant des relations culturelles extérieures de l'UE, et des relations culturelles internationales en général, je suis très heureuse d'être avec vous pour aborder un peu le cadre de l'UE dans ce domaine et, plus précisément, pour examiner le rôle des villes et des gouvernements locaux, qui sont un acteur très important dans ce domaine. Cependant, son potentiel, je crois, n'a pas encore été pleinement exploré.

Le titre choisi pour ce panel, me donne envie de tenter rapidement d'apporter un éclairage sur les différentes approches de la diplomatie culturelle, ainsi que des relations et coopérations culturelles internationales. Comme ils sont tous deux mentionnés dans le titre de ce panel, ils confirment en fait une sorte de frontière floue. J'aimerais introduire ici deux distinctions, l'une fondée sur les approches elles-mêmes, et leurs définitions élargies, et la seconde, fondée sur les acteurs qui initient, soutiennent et pratiquent les activités culturelles.

La première distinction est que la diplomatie culturelle n'implique pas un échange à double sens entre les opérateurs culturels, les professionnels et les artistes. Il s'agit plutôt d'une forme de projection, d'un outil de soft power utilisé par les gouvernements et les autorités publiques pour poursuivre certains objectifs de politique étrangère. Les relations culturelles internationales et les coopérations culturelles englobent plutôt les échanges de dialogue à double sens, l'apprentissage entre pairs, la réflexion commune et même la mise en œuvre commune de projets et de programmes.

La deuxième distinction est que la diplomatie culturelle traditionnelle, et j'insiste ici sur le mot « traditionnelle », implique principalement des États, des acteurs étatiques, ainsi que des organisations internationales, alors que la coopération culturelle et les



relations culturelles impliquent des acteurs non étatiques, des organisations non gouvernementales, des artistes individuels et des organisations artistiques qui sont animés par le désir de collaborer au-delà des frontières. Ce dernier point s'applique aussi, d'une certaine manière, à une définition élargie, utilisée aujourd'hui, de la diplomatie culturelle, où les acteurs de la société civile joueraient un rôle important.

Ces petites distinctions et précisions étant faites, on ne saurait aller plus loin et aborder le sujet de ce panel sans se pencher sur le contexte mondial dans lequel nous vivons et évoluons, notamment la crise Covid-19, qui nous a tenus en haleine



pendant plus d'un an et demi maintenant, qui affecte encore de nombreuses villes, pays et régions dans le monde, et qui bouleverse toutes nos certitudes. La crise a non seulement affecté les relations entre les pays et les États, notamment en altérant les bonnes relations et la diplomatie, mais elle a également touché et lourdement frappé les secteurs de la culture et de la création dans le monde entier.

Dans une étude réalisée en 2020 par la Plateforme des relations culturelles (une initiative financée par la Commission européenne pour aider les institutions de l'UE à renforcer leur engagement dans les relations culturelles internationales, et dont la Commission Culture de CGLU est d'ailleurs membre du comité consultatif), les chercheurs ont attesté des dommages dévastateurs de la crise sur les secteurs de la culture et de la création au sein de l'UE et de ses pays partenaires du monde entier, et des pertes énormes dans le secteur. En même temps, la recherche mentionne que les acteurs non étatiques ont joué un rôle très important dans l'atténuation des risques et la réduction des impacts économiques et sociaux négatifs de la crise. Dans plusieurs pays, les autorités régionales et locales ont joué un rôle clé dans l'interaction avec la société civile et aussi dans la préparation de mesures d'urgence pour soutenir le secteur culturel. Dans les pays dotés d'un système de gouvernement fédéral (comme les États-Unis, le Brésil, le Canada, l'Inde...), les autorités locales et l'État, au niveau municipal, ont été plus efficaces et plus réactifs que le gouvernement central pour soutenir les secteurs culturels. Ces résultats montrent sans aucun doute que les villes et les gouvernements locaux peuvent jouer un rôle important en abordant, à leur niveau, certains impacts d'une crise mondiale qui a des ramifications dans le secteur mais aussi, bien sûr, en dehors du secteur.

Cet exemple m'amène à m'intéresser un peu plus maintenant au rôle et à la place que les villes et les gouvernements locaux peuvent jouer dans les relations culturelles internationales en général, et en particulier dans les relations culturelles extérieures de l'UE. Je vais me concentrer et insister sur ce dernier point en raison de mon domaine d'expertise et du cadre global de la politique de l'UE dans ce domaine. Comme beaucoup d'entre vous le savent peut-être, la stratégie de l'UE en matière de relations culturelles internationales est le principal cadre régissant les relations culturelles internationales. Cette stratégie va au-delà de la diplomatie culturelle en tant qu'outil de soft power, mais s'oriente plutôt vers une approche davantage inclusive à travers l'esprit de dialogue, la solidarité mondiale et le renforcement conjoint des capacités. Elle définit également une approche à plusieurs niveaux qui inclut les États membres,



par le biais des ministres de la Culture, des instituts culturels nationaux, mais aussi des délégations de l'UE, des réseaux européens et internationaux, des organisations de la société civile, des ONG, ainsi que des gouvernements nationaux, régionaux et locaux. L'approche multi-niveaux confirme une tendance mondiale selon laquelle les acteurs sont beaucoup plus nombreux sur les scènes diplomatiques et comptent parmi eux les villes et les gouvernements locaux. C'est une arène diplomatique à plusieurs niveaux et à plusieurs acteurs dans laquelle nous opérons, en particulier dans le domaine de la culture. Néanmoins, en dépit de la capacité et de la légitimité de facto des villes et des gouvernements locaux à participer activement à la mise en œuvre de ce cadre, je pense que la portée est encore faible et que le potentiel est



en quelque sorte sous-exploité. De nombreux facteurs peuvent expliquer cet écart, en fonction des pays, du système de gouvernance, de l'engagement mondial, de la place de la culture dans les politiques urbaines d'une ville donnée, mais aussi de la prédominance des agences étatiques dans ce domaine. Je pense que les panélistes aborderont ces questions et ces obstacles dans quelques minutes.

Rappelons que les projections montrent que la majeure partie de l'humanité, et je parle ici de plus de 50 %, sera concentrée dans les villes au milieu de ce siècle. Nous pouvons déjà observer de nombreuses villes connectées au niveau mondial, qui développent leurs propres actions conjointes pour relever les enjeux mondiaux. Les exemples du pouvoir géopolitique des villes sont les efforts déployés, par exemple, pour lutter contre le changement climatique en s'unissant pour soutenir l'accord de Paris.

Il existe quelques exemples notables, comme les initiatives de la Capitale européenne de la culture, ainsi que le travail des réseaux internationaux de villes, tels que les réseaux des villes créatives de l'UNESCO, la Commission Culture de CGLU avec l'Agenda 21 de la culture, le réseau European Creative Hubs, le forum culturel Eurocities, pour n'en citer que quelques-uns. Ces réseaux, et certaines grandes villes, ont un rôle immense à jouer dans les relations culturelles internationales grâce à leur expérience, leur travail collectif, leur partage des connaissances et leur engagement mondial. Ils ne répondent pas seulement aux objectifs économiques de la stratégie européenne dans ce domaine, mais s'attaquent également à des problèmes mondiaux, tels que le développement durable, le changement climatique, les inégalités, les transitions démocratiques, l'extrémisme violent et bien d'autres encore. Il est très clair que tous ces aspects revêtent une dimension culturelle évidente. Ils sont souvent cités comme des courtiers et des facilitateurs de connexions, reflétant l'approche multipartite de la stratégie de l'UE pour les relations culturelles internationales. Ils ont également la capacité de favoriser le développement d'une approche ascendante en incluant les autorités locales et en inspirant de nouveaux modes d'engagement au niveau mondial.

Enfin, les villes, comme le soulignent de nombreuses études, sont des laboratoires pour de nouvelles façons de travailler. Leur proximité avec les citoyens leur permet d'être réactives et innovantes. Je pense que cet aspect de l'innovation sera également abordé dans la discussion d'aujourd'hui ; il est très important dans le contexte dans lequel nous vivons et dans le contexte post-Covid.



Alors que j'approche de la fin de cette ouverture, je voudrais citer Richard Longworth, qui a travaillé et écrit de nombreux livres sur la mondialisation. Dans son récent essai, il affirme que, pour qu'une ville atteigne son stade global, il existe quatre dimensions essentielles : économique, politique, éducative et culturelle. Pour beaucoup, il peut sembler évident ou aller de soi que la culture fait partie des dimensions de la ville, mais la culture est souvent très négligée dans les relations internationales des villes. Cela devrait nous inciter à demeurer réalistes et à redoubler d'efforts pour défendre la culture. Il est tout aussi important de prendre en compte les réalités au niveau local, où de nombreuses villes dans le monde, même si elles ont intégré la culture dans leurs politiques, n'ont guère la capacité de s'ouvrir comme il se doit au niveau



international de la collaboration et de la coopération, et de faire le lien entre les éléments des processus locaux et mondiaux.

Cela dit, je pense que le plaidoyer pointu et cohérent doit être développé, organisé et matérialisé par des mesures concrètes et des plans d'action pour que les villes pratiquent et développent une diplomatie culturelle renforcée et une coopération culturelle internationale. Le processus devrait être aussi inclusif que possible et aller au-delà des acteurs habituels, en impliquant les villes plus petites et moins équipées, et celles qui sont géographiquement éloignées, pour éviter d'accroître les écarts.

Pour terminer par une sorte de plaidoyer, je crois qu'il existe un besoin évident d'un cadre approprié et très tangible pour une coopération culturelle renforcée entre les niveaux local, régional, national, européen et supranational. Je pense que le niveau d'ambition de ce rassemblement aujourd'hui à Izmir est très élevé et qu'il contribuera à façonner l'avenir par le biais de la culture, qui reste un élément clé et un pilier important de tout plan de ville ou de toute politique urbaine.

Merci de votre attention.



#IzmirCultureSummit
#UCLGmeets
#UCLGculture
#Culture21Actions
#Listen2Cities

www.uclg-culturesummit2021.org

Sommet culture de CGLU 2021
culturesummit@uclg.org
international@izmir.bel.tr



Avec le soutien de



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.



Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.